



Paris, le 11 décembre 2018

Communiqué de presse

Le Président parle, la colère et les revendications des retraité.e.s restent.

La colère et la mobilisation des retraité.e.s sont confirmées par le mouvement social actuel, dans lequel ils sont souvent impliqués.

Le Groupe des 9 organisations de retraité.e-s (CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble & solidaires) qui regroupe forces syndicales et associations, est présent depuis 2014 sur le terrain pour protester contre notamment la hausse de la CSG de 25 %, la poursuite du gel des pensions en 2018 et la sous-indexation d'ores et déjà décidée pour 2019 et 2020, qui feraient perdre deux mois de pension en trois ans. Le 15 mars 2018, 200 000 personnes retraitées manifestaient contre la politique menée par le gouvernement à leur égard. Les 9 organisations de retraité.e-s sont particulièrement vigilantes à l'égard des prochaines réformes des retraites : pour elles, il n'est pas question de transformer le droit à retraite, contrepartie de cotisations payées tout au long de la vie active, en une allocation sociale dépendant du bon vouloir d'un quelconque gouvernement.

Le président des riches reste le président des riches

Le Président Macron vient de déclarer qu'il ressent la colère du « *retraité modeste qui ne s'en sort pas* » ... sans préciser qu'il est grandement responsable de cette situation, notamment par le gel des pensions et l'augmentation de 25 % de la CSG. Lors de son intervention télévisée, il a annoncé que seraient exonérés de hausse de CSG celles et ceux ayant une pension inférieure à 2 000 € ; cela ne répond pas à nos demandes et ne concernera pas les plus petites pensions qui sont déjà exonérées de toute CSG. Nous exigeons toujours la suppression de la hausse de la CSG pour tous les retraités et l'indexation de toutes les pensions sur l'évolution des salaires. **Il refuse toujours de s'en prendre à l'I.S.F. qui coûtera chaque année 4 milliards d'euros aux autres contribuables. Il maintient la baisse de l'impôt sur les sociétés et le plafonnement à 30 % de l'imposition des dividendes.**

Les revendications des retraité.e.s restent plus que jamais d'actualité pour l'augmentation du pouvoir d'achat, l'indexation des pensions sur les salaires, la prise en charge de la perte d'autonomie à 100 % par la sécurité sociale dans la branche maladie, le renforcement des services publics, particulièrement dans le secteur de la santé, ... ce qui nécessite un renforcement des cotisations sociales et non une baisse comme vient de l'annoncer Emmanuel Macron.

Le Groupe des 9 proteste aussi contre le mépris du gouvernement qui refuse depuis plus d'un an de les recevoir et ce en dépit de multiples relances. Il s'insurge contre l'attitude de ce gouvernement vis à vis des revendications des 17 millions de retraité.e.s dont il ne tient pas compte et avec lesquels il refuse de discuter.

Comme dans de nombreuses villes, dans toute la France à l'appel du groupe des 9, des mobilisations se poursuivent. Les retraités de la région parisienne rappelleront haut et fort leurs revendications à Paris le 18 décembre, devant le ministère des Finances à Bercy.

Il s'agit de bien mettre en opposition la politique de rigueur menée à l'égard du plus grand nombre (dont les personnes retraitées) et les cadeaux fiscaux et sociaux largement accordés à la minorité privilégiée sans contrôles ni contreparties (baisse de l'impôt sur les sociétés, suppression de l'ISF sur les portefeuilles boursiers, plafonnement à 30 % de l'imposition des dividendes, etc.).